

Bryan MULLER

EA3945, laboratoire CRULH
Université de Lorraine, site de Metz

F-57000

bryan.muller@univ.lorraine.fr

Du traître au gaullisme au champion du néogaullisme

Jacques Chirac, un politique pragmatique ?

Résumé. – Encensé par les médias lors de son décès le 26 septembre 2019, Jacques Chirac fut considéré par nombre de ses anciens compagnons comme un « traître en politique » selon l’expression tirée du *Figaro* du 13 janvier 2012. Son parcours politique fut marqué par de brillants succès à ses débuts : jeune secrétaire d’État à l’Emploi en mai 1967, il ne cesse de gravir les échelons jusqu’à obtenir le ministère de l’Intérieur en 1974. Le protégé de Georges Pompidou tombe toutefois en disgrâce auprès d’une partie de sa propre famille politique lorsqu’il lance l’appel des 43 pour rallier dès le premier tour Valéry Giscard d’Estaing au détriment du candidat gaulliste officiel, ce qui est perçu comme une véritable trahison. S’il semble évident qu’il s’agit d’un calcul politique, cette décision du futur Premier ministre répond à des motivations plus complexes. Une partie des députés et ministres « godillots » rejettent le chabanisme, qu’ils considèrent comme trop à gauche, et des militants conservateurs se méfient des idées politiques du député-maire de Bordeaux. La chiraquisation de l’UDR qui s’en suit provoque une division au sein de la famille gaulliste entre les partisans des barons et ceux du nouveau Premier ministre, les uns considérant que Jacques Chirac est un traître qui a rallié Valéry Giscard d’Estaing, les autres estimant qu’il est le plus apte à moderniser le mouvement. Sa prise de contrôle rapide de la première organisation politique de la majorité se solde par la transformation de celle-ci en Rassemblement pour la République (RPR) en décembre 1976. Entièrement voué à la promotion de Jacques Chirac en vue des présidentielles de 1981, le RPR connaît à son tour plusieurs contestations en son sein. La victoire de François Mitterrand en 1981 permet finalement aux membres du RPR de se souder autour de leur leader – la présidentielle ayant démontré que les mécontents avaient rallié la candidature de Michel Debré au nom de la fidélité à un « gaullisme originel » supposé, ou autour de celle du président sortant sous prétexte de la solidarité ministérielle.

Mots clés. — Jacques Chirac, (néo)gaullisme, traître, UDR, RPR. Bryan Muller, *Les Cahiers d'AGORA*

From traitor to gaullism to the champion of neo-gaullism: Jacques Chirac, a pragmatic politician

Abstract. – Haloed by the media at the time of his death on September 26, 2019, Jacques Chirac is considered by many of his former companions to be a "traitor in politics." However, his political career was tinged with success in its early stages: as a young Secretary of State for Employment in May 1967, he continued to climb the ladder until he became Minister of the Interior in 1974. However, Georges Pompidou's protégé fell into disgrace with part of his own political family when he launched the Appeal of the 43 to rally from the first round to Valéry Giscard d'Estaing to the detriment of the official Gaullist candidate, which was perceived as a real betrayal. While it seems obvious that this is a political calculation, the future Prime Minister's decision was motivated by more complex motives. Some of the "godillots" deputies and ministers reject Chabanism, which they consider too left-wing, and conservative militants are suspicious of the political ideas of the deputy mayor of Bordeaux. The ensuing chiraquization of the UDR provoked a division within the Gaullist family between supporters of the barons and the new Prime Minister, with some considering Jacques Chirac a traitor who had rallied Valéry Giscard d'Estaing, and others believing that he was the most capable of modernizing the movement. This rapid takeover of the first majority political organization resulted in its transformation into the Rassemblement pour la République (RPR) in December 1976. Entirely dedicated to the promotion of Jacques Chirac for the 1981 presidential elections, the RPR in turn experienced a number of protests within its ranks. The victory of François Mitterrand in 1981 finally allowed RPR members to unite around Jacques Chirac – the presidential elections having demonstrated that the disgruntled had rallied around Michel Debré's candidacy in the name of loyalty to a supposed "original Gaullism", or around that of the outgoing president under the pretext of ministerial solidarity.

Keywords. — Jacques Chirac, (neo-)gaullism, traitor, UDR, RPR. Bryan Muller, *Les Cahiers d'AGORA*

Le 26 septembre 2019, décédait l'ancien président Jacques Chirac. Cette annonce fut présentée comme un coup de tonnerre par la presse nationale et régionale¹. Les médias cessèrent aussitôt de traiter de la catastrophe de Lubrizol survenue quelques heures plus tôt, tant et si bien que des théories du complot circulèrent sur le moment : volonté de cacher des vérités gênantes pour le pouvoir en place et les industriels, crainte qu'un traitement du cas ne dévoile au grand jour des dysfonctionnements... Ce qui est certain, c'est que la mort de Jacques Chirac a occupé selon l'Institut national de l'audiovisuel (INA) 53,75% du temps d'antenne des journaux télévisés entre les 26 et 30 septembre 2019². Cet investissement de l'espace public permet aux médias de mobiliser les sentiments et les souvenirs des téléspectateurs autour d'une figure du bon vivant, plusieurs fois mis en avant par l'Institut français d'opinion publique (IFOP) pour ses excellents résultats en termes de popularité³. Il est vrai que le parcours politique de Jacques Chirac n'est pas ordinaire.

Après avoir étudié à l'Institut d'études politiques de Paris puis à l'École nationale d'administration, il rejoint le cabinet de Georges Pompidou en 1962. Très apprécié du Premier ministre du général de Gaulle, il va rapidement monter au sein des gouvernements successifs et du parti gaulliste : élu député de Corrèze en avril 1967 en battant un frère de François Mitterrand, puis président du conseil général de ce département en mars 1970, il enchaîne les secrétariats d'États – aux Problèmes de l'emploi, à l'Économie et aux Finances – puis les ministères – relations avec le Parlement, Agriculture et développement rural, Intérieur⁴. Le soutien de Georges Pompidou n'y est pas étranger, bien qu'il ne faille surtout pas minorer le talent politique du « jeune loup⁵. » Un qualificatif qui lui est affublé à la suite du « serment de Solignac » – où il promettait en décembre 1966, avec d'autres jeunes énarques ambitieux⁶, de

¹ *Le Point, L'Express, Le Figaro* du 26 septembre 2019.

² À côté, Lubrizol a occupé les écrans à seulement 9,75%. *La Revue des médias*, octobre 2019, consulté le 2 avril 2021 : <https://larevuedesmedias.ina.fr/etude-incendie-de-lubrizol-et-mort-de-jacques-chirac-les-chaines-info-face-une-double-actualite>.

³ Sondage IFOP du 25 septembre 2016, consulté le 12 février 2020 : <https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-jacques-chirac/>.

⁴ MADELIN Philippe, *Jacques Chirac. Une biographie*, Paris, Flammarion, 2002.

⁵ Expression employée par le documentaire *Jacques Chirac, le jeune loup (1932-1981)* réalisé par Patrick Rotman en 2006.

⁶ Lors du « serment de Solignac », les « jeunes loups » jureurs furent Claude Binet, Jean-Baptiste Brugeaud, Philippe Chabassier, Jean Charbonnel, Jacques Chirac, Jean-Pierre Dannaud, Louis Limoujoux, Pierre Mazeaud, Auguste Mazet et Bernard Pons. VALENCE David, « 1967 : L'opération des " jeunes loups " ou les débuts politiques de Jacques Chirac », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° HS 5, 2009/3, p. 22-33.

combattre « le mensonge, l'ignorance et les préjugés⁷ » dans les fiefs de gauche –, puis de sa victoire inattendue aux élections législatives de 1967⁸.

C'est avec la mort de son protecteur que Jacques Chirac devient très vite une figure controversée du gaullisme. Il est désormais un traître et un opportuniste pour les uns à la suite de son ralliement à Valéry Giscard d'Estaing – au détriment du candidat officiel de l'Union des démocrates pour la République (UDR), Jacques Chaban-Delmas –, un fin stratège promettant le renouvellement d'une famille politique essoufflée pour les autres. Le qualificatif de « traître » laisserait entendre que Jacques Chirac aurait brisé le lien de confiance qu'il entretenait avec la famille gaulliste au profit d'une autre personne ou d'un autre groupe d'individus⁹. En 1974, il s'agirait de trahir Chaban-Delmas pour Giscard d'Estaing. Or, à partir de 1976 et plus encore en 1980-1981, Jacques Chirac est perçu cette fois comme un traître par les libéraux giscardiens et les gaullistes qui leur sont ralliés. La trahison ne serait alors plus partisane, mais idéologique, avec le reniement de valeurs communes¹⁰. De fait, comme le souligne le sociologue Sébastien Schehr, la trahison du groupe par un individu n'a de sens que si ce dernier y trouve un intérêt particulier¹¹. Or, si la personne qui se sent trahie perçoit toujours l'autre comme un « traître », celui-ci peut ressentir les événements autrement. Le même auteur distingue la défection et la trahison, la première consistant en un départ qui peut très bien se faire dans le cadre d'un ralliement sincère (même s'il n'est que de circonstance), alors que la trahison viserait exclusivement un intérêt personnel, un gain opportuniste¹². De son côté, le psychanalyste Enrico Pozzi estime que la figure du traître vise à justifier les difficultés et les échecs rencontrés¹³. Ce serait donc un bouc-émissaire. Cette explication est trop réductrice à notre sens, les violations de serment étant une réalité qui ne peuvent être niées. Mais elle reste intéressante pour la présente étude, Jacques Chirac pouvant se présenter comme une victime. En tous les cas, l'accusation de trahison ne porte jamais sur soi-même, toujours sur les autres – pour reprendre la formule de Simon Blin, « le traître politique, c'est l'autre¹⁴. »

⁷ *Le Monde*, 6 décembre 1966.

⁸ CHARLOT Jean, *Pourquoi Jacques Chirac ?*, Paris, Fallois, 1995, p. 99.

⁹ MEYER Julie, « Trahison(s) », in *Droit et Cultures*, n° 74, 2017, p. 9.

¹⁰ LE BOS Yves-Edouard, « Les juristes peuvent-ils trahir ? Réflexion à partir de la trahison des clercs de Julien Benda », in *Droit et Cultures*, *op. cit.*, p. 192-196.

¹¹ SCHEHR Sébastien, « Sociologie de la trahison », in *Cahiers internationaux de sociologie*, n°123, 2007, p. 312-323, p. 320.

¹² SCHEHR Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg international, 2018.

¹³ POZZI Enrico, « Le paradigme du traître », in SCARFONE Dominique (dir.), *De la trahison*, Paris, PUF, 1999, p. 1-33.

¹⁴ *Libération*, 31 mai 2017.

Que Jacques Chirac ait trahi le candidat de son parti en soutenant la candidature de Valéry Giscard d'Estaing ne fait aucun doute. En revanche, ses motivations étaient-elles uniquement animées par l'ambition, ou pensait-il sincèrement avoir agi pour le bien de la famille gaulliste ? La question mérite d'être posée. Au fond, cette étude n'a pas la prétention de montrer la nature déloyale (ou non) de Jacques Chirac, mais la perception qu'en avaient les gaullistes. Alors qu'il est décrit comme un opportunisme déloyal par ses (nombreux) détracteurs à partir de 1974¹⁵, Jacques Chirac s'efforce d'apparaître aux yeux de l'opinion publique et des militants gaullistes comme l'héritier légitime du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Ses revirements politiques tout au long du mandat giscardien vont en partie dégrader l'image qu'il tente de construire, et montrent que le protégé de Pompidou est avant tout un homme pragmatique essayant de s'adapter constamment aux évolutions de la situation. L'enchaînement des événements est tel qu'il est nécessaire de s'y plonger afin de pouvoir saisir les changements d'opinions – souvent divergentes – que pouvaient avoir les cadres et militants (néo)gaullistes à l'égard du « jeune loup ». Nous mobiliserons les témoignages d'acteurs politiques et journalistiques contemporains des événements – Jacques Chaban-Delmas, Jacques Chirac, Michèle Cotta, Michel Debré, Marie-France Garaud, Pierre Mesmer, Hector Rolland, etc. –, auxquels s'ajoutent les déclarations de quelques militants anonymes. Les archives internes de l'UDR et du Rassemblement pour la République (RPR) ayant disparu¹⁶, nous utiliserons les archives (parcellaires) de satellites gaullistes (Service d'action civique, Comités de défense de la République, Confédération française du travail, Union nationale interuniversitaire) ainsi que des articles de presse¹⁷. À cela s'ajoutent les recherches récentes menées par les historiens François Audigier, Bernard Lachaise, Jérôme Pozzi et Frédéric Turpin qui sont mises à profit pour mieux comprendre les mutations politiques, et opportunistes, de Jacques Chirac. Elles sont enrichies par des travaux sociologiques et politologiques (Jean Charlot, Annie Collovald, Denis Fleurdorger, Jérôme Jaffré, etc.). L'ensemble de ces documents devrait nous permettre de mieux saisir, sur une brève décennie, l'évolution de l'image de Jacques Chirac, depuis le « traître en

¹⁵ Un thème que l'on retrouve sur le temps long puisque l'infidélité idéologique supposée de Jacques Chirac lui est encore reprochée par une frange du RPR dans les années 1990. LEGAVRE Jean-Baptiste, « La " bataille des comités de soutien " ou la droite en campagne », in *Revue française de science politique*, n° 40, 1990, p. 793-809, p. 796 et 799.

¹⁶ Le parti Les Républicains ne possède plus que quelques discours réalisés par Jacques Chirac et Michel Debré. Les archives ont officiellement disparu, bien que la perte massive de tant de documents laisse penser à une destruction volontaire (ou éventuellement l'absence de politique d'archivage, à l'instar de l'UNI).

¹⁷ Grégoire Poupet réalise une thèse sur l'histoire du RPR de 1976 à 1992 sous la direction de Gilles Richard et François Audigier. Nous espérons qu'il parviendra à combler l'absence d'archives propres au RPR pour écrire l'histoire si riche du parti chiraquien. POUPET Grégoire, *Le Rassemblement pour la République de 1976 à 1992*, Université de Rennes II, en cours de préparation depuis le 29 octobre 2019.

politique¹⁸ » en 1974 jusqu'aux contestations militantes internes en 1981 motivées en grande partie par la rancune, en passant par le processus de chiraquisation des principales organisations gaullistes qui nourrit du ressentiment chez les trahis de 1974.

« L'appel des 43 » ou la naissance d'un « traître en politique »

À la suite du décès de Pompidou le 2 avril 1974, les principaux barons du gaullisme (Michel Debré, Jacques Foccart, Olivier Guichard et Jacques Chaban-Delmas) se sont rencontrés pour s'entendre sur le candidat à présenter¹⁹. L'entente se fait très vite autour de la candidature du dernier nommé, avec l'approbation de Pierre Messmer, Premier ministre d'alors. L'annonce précipitée du prédécesseur de celui-ci fait polémique : Georges Pompidou est décédé depuis seulement trois jours lorsque Jacques Chaban-Delmas se lance dans la course à l'Élysée²⁰. Il choisit un jour inopportun puisqu'il se déclare le 6 avril, jour des obsèques nationales du défunt président²¹... À cet instant, un trio composé de Jacques Chirac, Pierre Juillet et Marie-France Garaud se forme pour pousser Pierre Messmer à se porter candidat à la place de Jacques Chaban-Delmas²². Cette décision est motivée par l'antichabanisme de Pierre Juillet et Marie-France Garaud – ils le jugent trop à gauche et insuffisamment gaullien dans sa lecture des institutions –, la volonté de renouveler les cadres de l'UDR pour mettre fin à l'ère des barons du gaullisme, et le fait que le ministre de l'Intérieur (Chirac) constate par le biais des sondages des Renseignements généraux (RG) que Jacques Chaban-Delmas ne passerait pas le premier tour des élections présidentielles²³. Il y aurait donc nécessité de présenter Pierre Messmer à sa place pour éviter la chute inéluctable de l'UDR en cas de candidature (et d'échec) chabaniste. Au premier abord, cette décision a de quoi surprendre. La candidature de Pierre Messmer ne garantissait ni une victoire gaulliste ni même de meilleurs résultats que Jacques Chaban-

¹⁸ Expression tirée du numéro du 13 janvier 2012 dans *Le Figaro*.

¹⁹ POZZI Jérôme, « L'appel des 43 et le mouvement gaulliste : manœuvre politique, relève générationnelle et fronde des " godillots " », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 7, 2007, p. 109-120.

²⁰ JAFFRE Jérôme, « L'échec de Jacques Chaban-Delmas à l'élection présidentielle de 1974 », in LACHAISE Bernard, LE BEGUEC Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Jacques Chaban-Delmas en politique*, Rennes, PUR, 2007, p. 318.

²¹ FLEURDORGE Denis, « Naissance d'une tradition funéraire présidentielle. Mourir sous la V^e République », in *L'esprit du temps*, n° 113, 2008, p. 114 ; *AFP*, 6 avril 1974.

²² TURPIN Frédéric, *Pierre Messmer. Le dernier gaulliste*, Paris, Perrin, 2020, p. 277.

²³ CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1 : Chaque pas doit être un but*, Paris, NIL, 2009, p. 163.

Delmas²⁴. La figure de Pierre Messmer est moins consensuelle que celle de son prédécesseur à Matignon auprès des électeurs. En revanche, elle divise moins les militants gaullistes qui apprécient le conservatisme et « l'orthodoxie » du député-maire de Sarrebourg²⁵. Par exemple, le Service d'action civique (SAC) peine à se mobiliser pour Jacques Chaban-Delmas et l'Union nationale interuniversitaire (UNI) abhorre le député-maire de Bordeaux. Ce sont ces principales raisons qui auraient poussé Jacques Chirac à monter « l'appel des 43 » à destination des électeurs et militants gaullistes pour soutenir Valéry Giscard d'Estaing dès le premier tour (plutôt que le candidat désigné par l'UDR). Des inimitiés personnelles motivent également le couple Juillet-Garaud, qui ne pardonne pas à Jacques Chaban-Delmas son attitude trop parlementariste et la remise en cause du pouvoir présidentiel au profit de Matignon²⁶. Marie-France Garaud ne manque pas d'ailleurs d'employer des termes fort durs à l'endroit de l'ancien Premier ministre de Pompidou lorsqu'il annonce sa candidature : « Ce fut comme s'il avait sauté à pieds joints sur le cercueil de Pompidou²⁷. »

L'élection présidentielle de 1974 et le « coup de poignard » chiraquien

Constatant qu'ils ne peuvent l'empêcher d'être candidat, le trio décide de saborder la candidature du député-maire de Bordeaux. Tout d'abord, ils convainquent Alain Poher de fixer la fin du premier tour des élections présidentielles au 5 mai et non au 28 avril²⁸. L'objectif ici est de rendre plus flagrante l'érosion des intentions de vote pour Jacques Chaban-Delmas. La tâche est facilitée par une série d'erreurs de communication enchaînées par l'ancien Premier ministre qui semble s'être mal préparé pour l'élection – il commet l'impair d'axer son discours sur des questions sociales, déplaisant à l'électorat traditionnel gaulliste sans parvenir à drainer une partie de l'électorat socialiste, et il n'est pas à l'aise avec les nouvelles méthodes de communication²⁹. De plus, Pierre Juillet convainc Jean Royer, maire de Tours issu du parti radical (centre-droit) et champion des valeurs morales, de se présenter le 11 avril pour diviser

²⁴ Bien que le principal intéressé prétende le contraire en citant les propos du communiste Roland Leroy : « Le candidat le plus dangereux, de notre point de vue, face à François Mitterrand, s'appelle Pierre Messmer ». MESSMER Pierre, *Après tant de batailles...*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 420.

²⁵ TURPIN Frédéric, *Pierre Messmer, op. cit.*, p. 278.

²⁶ POZZI Jérôme, « L'appel des 43 et le mouvement gaulliste », *op. cit.*, p. 112.

²⁷ GARAUD Marie-France, *La fête des fous qui a tué la V^e République*, Paris, Plon, 2006, p. 103.

²⁸ OZOUF Jacques, « L'élection présidentielle de mai 1974 », in *Esprit*, n° 437, 1974, p. 14-37, p. 15.

²⁹ BOUCHARENC Lucien, CHARLOT Jean, « L'étude des transferts électoraux », in *Revue française de science politique*, n° 24, 1974, p. 1205-1217, p. 1213.

les électeurs modérés³⁰. Le 13 avril, Jacques Chirac, qui constate le lent délitement de Jacques Chaban-Delmas dans les sondages, décide de planter le clou en publiant « l'appel des 43. » Les signataires regrettent les candidatures multiples de la majorité, saluent la volonté d'unité de Pierre Messmer – qui a échoué – et appellent à voter Valéry Giscard d'Estaing dans le but de « faire échec à la coalition socialo-communiste³¹. » Cette opération en a choqué plus d'un, d'autant que les attaques du camp antichabaniste se poursuivent sans relâche. Devant un tel acharnement, la responsable du parti radical Françoise Giroud, qui a pourtant appelé à voter pour François Mitterrand, en vient à s'offusquer et à déclarer qu'« on ne tire pas sur une ambulance³². » Jacques Foccart rapporte dans son journal élyséen qu'en cherchant à arrêter Jacques Chirac dans son élan, il a obtenu de lui la garantie de tout faire pour aider le candidat gaulliste à remporter la victoire³³. À l'évidence, cette promesse n'est pas tenue puisque les attaques à l'endroit du candidat de l'UDR se poursuivent. Pour Chaban-Delmas, cela n'a rien de surprenant. Il rapporte dans ses mémoires que le « jeune loup » l'avait trahi cinq jours après l'avoir pourtant assuré de sa fidélité, tout cela dans le seul but (officiel) d'assurer la défaite de François Mitterrand³⁴. De son côté, Jacques Chirac confesse avoir décidé de trahir le candidat gaulliste le 12 avril après une entrevue sous tension avec lui : le député-maire de Bordeaux baisserait dans les sondages et représenterait à ses yeux une figure du passé³⁵. Concrètement, la division très médiatisée de la famille gaulliste provoque une décrédibilisation de la candidature de Jacques Chaban-Delmas³⁶. Les sondages reflètent un écroulement constant de sa popularité qui s'achève par sa défaite le 5 mai : seulement 15,11% contre 43,25% pour François Mitterrand et 32,60% pour Valéry Giscard d'Estaing.

Les motivations des 43

L'opération du trio a donc réussi puisqu'elle permet à Valéry Giscard d'Estaing de récupérer une partie des voix gaullistes dès le premier tour. Jérôme Pozzi souligne que parmi les 39

³⁰ *Libération*, 17 avril 1974 ; *Le Nouvel observateur*, 21 avril 1974.

³¹ *Le Journal du dimanche*, 14 avril 1974.

³² *L'Express*, 24 avril 1974.

³³ FOCCART Jacques, *Journal de l'Élysée. Tome 5 : la fin du gaullisme 1973-1974*, Paris, Fayard, 2001, p. 596.

³⁴ CHABAN-DELMAS Jacques, *Mémoires pour demain*, Paris, Flammarion, 1997, p. 471.

³⁵ CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1, op. cit.*, p. 163.

³⁶ *Le Monde*, 3 mai 1974.

députés signataires, 10 d'entre eux étaient des suppléants³⁷. De fortes pressions ont vraisemblablement été exercées pour pousser une partie des signataires à agir dans le sens voulu : s'ils ne coopéraient pas, ils pourraient bien ne plus suppléer des députés ministrables. Pour d'autres, le ralliement est motivé par une crainte sincère de voir l'UDR détruite par Michel Poniatowski en cas de victoire de Valéry Giscard d'Estaing sans leur concours ou par François Mitterrand en cas de victoire de la gauche unie. Ainsi, une vingtaine de députés membres du groupe Rolland (dirigé par Hector Rolland) soutiennent l'initiative chiraquienne dans l'espoir de préserver l'UDR d'une éventuelle disparition³⁸. Ce groupe pense également pouvoir obtenir une démocratisation des instances gaullistes – notamment une plus grande place pour les élus non-parisiens. Parmi les « 43 », on est d'ailleurs frappé par l'absence d'élus parisiens et franciliens³⁹. Il s'agirait donc davantage de l'union de mécontents de Province que d'une opposition générationnelle, bien que la plupart n'aient rejoint l'Assemblée nationale qu'à partir de 1958. Quant à Chirac, il aurait agi selon certains par opportunisme, son ralliement se faisant en échange du poste de Premier ministre. C'est du moins ce qu'affirme Valéry Giscard d'Estaing dans ses mémoires⁴⁰. Cependant, les rares témoins affirmant cela éprouvent de la rancœur contre Jacques Chirac, obligeant à relativiser leurs propos. Le principal intéressé se défend dès le début en déclarant avoir agi dans l'espoir d'abattre Mitterrand⁴¹. De son côté, si Jérôme Pozzi identifie bien le caractère arriviste de la manœuvre Chirac-Juillet-Garaud, il constate également son pragmatisme. Une frange minoritaire mais croissante de l'électorat gaulliste opère depuis le début des années 1970 un tournant libéral, la rendant plus susceptible de soutenir un libéral assumé comme Valéry Giscard d'Estaing⁴². Ce qui est certain, c'est que Jacques Chirac, Pierre Juillet, Marie-France Garaud et leurs partisans ont bel et bien trahi Jacques Chaban-Delmas par cet « appel ». Ils ont soutenu dès le premier tour l'homme qui avait, aux yeux de beaucoup, contribué à la victoire du « non » au référendum d'avril 1969. Toutefois, leur décision ne fut pas fondée que sur l'ambition : la peur d'une victoire de François Mitterrand et du Parti communiste français (PCF) qui l'épaule est bien réelle et justifie, à leurs yeux, d'agir avec pragmatisme en soutenant le candidat qui leur semble le plus apte à

³⁷ POZZI Jérôme, « L'appel des 43 et le mouvement gaulliste », *op. cit.*, p. 116.

³⁸ ROLLAND Hector, *Souvenirs dérangeants d'un godillot indiscipliné*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 78-80.

³⁹ *Le Monde*, 16 avril 1974.

⁴⁰ ROUSSEL Éric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, L'Observatoire, 2018, p. 261-262.

⁴¹ CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1, op. cit.*, p. 163.

⁴² POZZI Jérôme, *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Rennes, PUR, 2011, p. 297.

l'emporter⁴³. Aussi, s'ils ont bien conscience d'avoir abandonné le candidat désigné par leur parti, ils estiment l'avoir fait dans l'intérêt de leur organisation et même, de la nation.

La prise de contrôle fulgurante du parti gaulliste par un politique déloyal

Ce qui est certain, c'est que Valéry Giscard d'Estaing remercie Jacques Chirac pour son ralliement et son soutien actif lors des élections présidentielles qui lui ont permis de l'emporter de peu. Du fait de sa trahison, le nouveau Premier ministre est très impopulaire parmi les siens. Plusieurs responsables nationaux dont Olivier Guichard ont exigé son exclusion du parti, seules les interventions de Charles Pasqua et Pierre Messmer permettent d'éviter une telle mesure⁴⁴. Aussi, Jacques Chirac décide-t-il d'œuvrer dans l'ombre pour s'emparer des rênes de l'UDR. La raison principale est le désir de satisfaire Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaite que le chef du gouvernement tienne en laisse l'UDR, doublé du désir de Chirac d'être en mesure de résister aux pressions des giscardiens en leur opposant un parti uni⁴⁵. Dans son étude sur la question, François Audigier montre en effet que les objectifs sont plus complexes qu'il n'y paraît⁴⁶. Chirac souhaite en grande partie moderniser un parti encore marqué par les souvenirs du général de Gaulle et des débuts de la présidence de Pompidou. Pour ce faire, il était considéré comme primordial de remettre en avant le primat du militantisme de terrain. Des quadragénaires comme André Fanton et Robert Poujade comprirent très vite l'intérêt de la chose, mais ce ne fut pas le cas de tous⁴⁷. Ainsi, les barons du gaullisme s'y opposèrent vivement car ils ne voyaient là qu'une manœuvre visant à affaiblir leur autorité. De plus, il faut nuancer la lecture trop simpliste que l'on donne de la prise de pouvoir de Chirac sur l'appareil du parti. Contrairement à la légende, il ne s'en est pas emparé grâce à un simple culot, mais bien avec l'aide de cadres et de militants déterminés, notamment le trio Charles Pasqua-André Bord-René Tomasini « piloté dans l'ombre par Marie-France Garaud⁴⁸. » La réunion des barons le 12 décembre puis

⁴³ GARAUD Marie-France, *La fête des fous...*, *op. cit.*, p. 165.

⁴⁴ PASQUA Charles, *Ce que je sais. Tome 1 : Les Atrides 1974-1988*, Paris, Seuil, 2007, p. 23-24.

⁴⁵ POZZI Jérôme, « De l'UDR au RPR : entre évolutions et instrumentalisation d'une organisation partidariaire », in AUDIGIER François, LACHAISE Bernard, LAURENT Sébastien (dir.), *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau monde, 2013, p. 19-36.

⁴⁶ AUDIGIER François, « La chiraquisation de l'UDR : une remise en cause du modèle militant gaulliste », in RICHARD Gilles, SAINTCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 195-207.

⁴⁷ Témoignages d'André Fanton le 6 novembre 2018 et de Jacques Belle, collaborateur de Robert Poujade, le 12 février 2020.

⁴⁸ CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1*, *op. cit.*, p. 163.

l'élection soudaine de Jacques Chirac à la tête de l'UDR – qualifiée de « 18 Brumaire » par ses opposants – le surlendemain ne sont finalement que la concrétisation d'un mouvement enclenché dès l'été 1974. Les barons, à commencer par Foccart et Guichard, tentèrent bien d'apporter des réponses de leur côté pour moderniser l'UDR en créant un poste de président du parti, mais leurs intentions visaient surtout à nuire à Chirac⁴⁹. Le *hold-up* de l'ancien protégé de Pompidou est tant décrié en interne que le nouveau secrétaire général ne peut cacher sa lassitude lors d'une interview en février 1975 : « Le viol de l'UDR ? D'autres ont dit que j'avais perpétré un coup de force. Ça n'est pas moi qui ai commis un coup de force, c'est l'UDR qui a eu un coup de faiblesse⁵⁰ ! » En un sens, le « jeune loup » se dédouane en accusant ses opposants d'avoir grandement affaibli le parti, au point qu'il n'aurait eu aucun mal à en prendre le contrôle. Par cette déclaration, il laisse également entendre la nécessité de moderniser une structure vieillissante – le « coup de faiblesse » pourrait être compris ici comme un « coup de vieux »⁵¹.

L'UDR chiraquisée : dévoiement des valeurs gaullistes ou retour aux principes fondateurs ?

Jacques Chirac marque le parti de son empreinte en modifiant l'organisation. Il cherche en premier lieu à ménager ses opposants en ne s'entourant pas d'individus qui lui seraient trop favorables. Par conséquent, il nomme comme secrétaires adjoints des gaullistes modérés : Alain Chalandon, Jean Taittinger, Lucien Neuwirth, Yves Guéna et Maurice Cornette⁵². Les postes les plus importants voient leurs responsables rester en place tandis que des chargés de mission régionaux sont nommés afin d'assurer un lien plus étroit entre le comité central et les comités départementaux⁵³. Comme le précise Jérôme Pozzi dans sa thèse, Jacques Chirac se montre au départ très prudent pour ne pas froisser les barons et les gaullistes sociaux, très attachés à Jacques Chaban-Delmas. Il parvient ainsi à surmonter aisément les vaines gesticulations d'Olivier Guichard et les tentatives de scissions provoquées par quelques cadres locaux⁵⁴. Afin de ménager ses opposants, Jacques Chirac s'efforce de valoriser dans la presse son engagement

⁴⁹ FOCCART Jacques, *Journal de l'Elysée. Tome 5, op. cit.*, p. 621.

⁵⁰ *Le Nouvel Observateur*, 3 février 1975.

⁵¹ Le journaliste Christian Sauvage parle de « vieux gaullistes ». *La Croix*, 5-6 décembre 1976.

⁵² POZZI Jérôme, *Les mouvements gaullistes, op. cit.*, p. 307.

⁵³ *Le Monde*, 20 décembre 1974.

⁵⁴ *Le Figaro*, 28 décembre 1974.

comme « homme politique » servant les « intérêts de la Nation » ainsi que sa place dans des fondations gaullistes (Fondation Claude Pompidou, Fondation Anne de Gaulle), et évite d'évoquer sa fonction de Premier ministre, qui représente pour les barons et leurs partisans la preuve de sa « trahison » au gaullisme⁵⁵. Dès le début de l'année 1975, la nouvelle UDR se lance dans une refondation de sa doctrine. Elle privilégie un rajeunissement de sa communication avec moins de références à de Gaulle et Pompidou – suite à de multiples plaintes contre une communication « trop tournée vers le passé » –, tente de féminiser une partie de sa direction, revalorise le projet de Participation tant défendue par les gaullistes sociaux (dont Guichard et Chaban-Delmas !), et désire valoriser les militants sur le terrain⁵⁶. En parallèle, elle renoue avec un discours nationaliste et anticommuniste qui rappelle bien plus la rhétorique du RPF de 1950 qu'une modernisation communicationnelle. Ce renouveau même relatif s'avère efficace puisque les effectifs du parti augmentent de façon significative, preuve du succès de sa chiraquisation⁵⁷. Les assises de Nice de juin 1975 marquent le parachèvement de la prise de contrôle de l'UDR par le Premier ministre Chirac. Les accusations de gestion autoritaire sont étouffées⁵⁸ et le secrétariat général est confié à André Bord, député du Bas-Rhin fidèle au gaullisme comme à son nouveau chef⁵⁹. En agissant de la sorte, Jacques Chirac délègue la gestion des affaires courantes de l'UDR, mais reste le véritable maître de la maison gaulliste en obtenant le tout nouveau titre de secrétaire général d'honneur⁶⁰.

Malgré ces changements, l'UDR subit un véritable camouflet lors des élections cantonales de mars 1976 : le PS remporte 194 sièges et le PCF 75, tandis que l'UDR en perd 48 et les RI 36⁶¹. *Le Figaro* insiste sur « l'avancée fulgurante⁶² » de la gauche lors de ce scrutin, les suffrages en faveur des partis de gauche dépassant les 55%. Face à cette humiliation, les responsables gaullistes s'interrogent sur les moyens à employer pour parvenir à se distinguer de l'opposition de gauche et de leurs alliés-rivaux libéraux et centristes. Les journées

⁵⁵ COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, juin 1988, p. 34-35.

⁵⁶ GUENA Yves, *Mémoires d'Outre-Gaulle*, Paris, Flammarion, 2010, p. 106-107.

⁵⁷ *Le Monde*, 17 janvier 1975.

⁵⁸ AUDIGIER François, « La chiraquisation de l'UDR : une remise en cause du modèle militant gaulliste », *op. cit.*, p. 206.

⁵⁹ WAHL Alfred, « L'ascension politique d'André Bord au sein du RPF du Bas-Rhin (1946-1958) », in AUDIGIER François, SCHWINDT Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, PUR, 2009, p. 245-255, p. 246.

⁶⁰ *Le Monde*, 11 juillet 1975.

⁶¹ *Le Monde*, 16 mars 1976.

⁶² *Le Figaro*, 16 mars 1976.

parlementaires de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), les 30-31 mars 1976, arrivent à la conclusion qu'il est nécessaire de se distinguer du projet de « société libérale avancée⁶³ » giscardienne. Claude Labbé, député d'Argenteuil et chef du groupe parlementaire UDR, insiste sur la nécessité de s'unir autour d'un chef charismatique, sous-entendant (sans jamais le nommer) que le meilleur candidat pour ce rôle serait Chirac⁶⁴. Pour y parvenir, il faut du « sang neuf » à la tête du parti. André Bord est ainsi poussé à la démission et remplacé par Yves Guéna, plus jeune et surtout sans rival pour le poste⁶⁵. Ce changement, plus symbolique et administratif que politique, voit Jacques Chaban-Delmas revenir siéger dans les hautes instances du parti malgré la présence du traître, et Jacques Trorial occuper le poste de trésorier national⁶⁶. Fort de ce changement de direction, l'UDR tente de provoquer une dissolution de l'Assemblée nationale afin de renforcer sa position et son influence dans la majorité – au cas où celle-ci remporterait les élections législatives anticipées. Cette tentative se solde par un échec, le président Giscard d'Estaing refusant catégoriquement d'avancer des élections qu'il craint de perdre⁶⁷. Déçue, l'UDR se lance dans une opposition de plus en plus franche aux orientations giscardiennes. La volonté de réduire le budget de la Défense et d'organiser des élections européennes au suffrage universel direct l'agacent particulièrement. À ce moment-là, Jacques Chirac tente à plusieurs reprises de quitter Matignon avec l'accord du président de la République, en vain⁶⁸. Las de cette situation, il finit par agir de sa propre initiative. Le 25 août 1976, à la télévision, il annonce la démission de son gouvernement⁶⁹. Il met ainsi Valéry Giscard d'Estaing face au fait accompli. Officiellement, il prend cette décision parce qu'il a le sentiment de ne plus avoir le moindre contrôle sur la politique gouvernementale⁷⁰. Dans les faits, il agit avant tout afin de pouvoir s'opposer frontalement au projet politique giscardien qui menace la domination gaulliste au sein de la majorité présidentielle. Pour arriver à ses fins, Jacques Chirac a besoin d'un appareil politique plus dynamique que la vieille UDR.

⁶³ *La Lettre de la Nation*, 21 mars 1976.

⁶⁴ *Le Monde*, 31 mars 1976.

⁶⁵ *Le Monde*, 27 avril 1976.

⁶⁶ *Le Monde*, 16-17 mai 1976.

⁶⁷ POZZI Jérôme, *Les mouvements gaullistes*, *op. cit.*, p. 311.

⁶⁸ MAUS Didier, « Les rapports de Valéry Giscard d'Estaing avec ses gouvernements (1974-1981) », in BERSTEIN Serge, REMOND René, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques 1974-1978*, Paris, Fayard, 2003, p. 121.

⁶⁹ Jacques Chirac annonce sa démission sur Antenne 2 le 25 août 1976. URL : <https://m.ina.fr/video/I09083559/jacques-chirac-je-viens-de-remettre-la-demission-de-mon-gouvernement-au-president-de-la-republique-video.html>.

⁷⁰ CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1, op. cit.*, p. 210-212.

La fondation du RPR, fruit de la trahison chiraquienne vis-à-vis de la famille gaulliste

Rejetés en 1974 par les barons du gaullisme et les gaullistes d'ordre, gaullistes conservateurs qui s'appuient sur leur franche hostilité au marxisme pour construire leur idéologie et leurs activités⁷¹, les chiraquiens finissent par obtenir le ralliement progressif de leurs opposants. Ainsi, le SAC, service d'ordre (SO) historique de l'UDR, rejoint l'ancien protégé de Georges Pompidou au début de l'année 1976 après que Jacques Foccart, figure tutélaire du SO, ait pardonné la forfaiture de celui-ci⁷². Les Comités de défense de la République (CDR), qui ont organisé la célèbre manifestation pro-gaulliste des Champs Elysées du 30 mai 1968, font de même entre décembre 1974 et janvier 1975⁷³. Ces ralliements montrent la montée de l'influence chiraquienne au sein de la famille gaulliste et ne peuvent que renforcer le poids de l'UDR chiraquisée. Depuis sa démission, Jacques Chirac s'attelle à la formation d'une nouvelle organisation qui répondrait davantage à ses ambitions présidentielles. Tout au long des mois de septembre et octobre, il prépare le terrain en appelant les militants à s'unir autour d'un Rassemblement pour défendre « la démocratie, la justice et le progrès social. » Le discours d'Egletons, le 3 octobre, est souvent retenu comme le moment-clé du lancement du RPR⁷⁴. Ce dernier ne sera toutefois effectif que le 5 décembre 1976, lors des assises extraordinaires de l'UDR à Versailles⁷⁵. Devant 50 000 à 60 000 militants, Chirac déclare lors d'un discours musclé hostile aux « socialo-communistes » – PS, PCF et leurs satellites réels ou présumés – qu'il est temps de fonder un nouveau mouvement. Perçu comme une nouvelle preuve de dévoiement par certains, dont le député girondin Robert Boulin, le Rassemblement est considéré comme une menace par les partis libéraux et centristes, qui craignent de voir leur influence décroître⁷⁶. L'appréhension des giscardiens et de leurs alliés n'est pas sans fondement, la tension entre eux et les organisations gaullistes augmente encore plus rapidement avec la fondation du RPR⁷⁷. Pour l'heure, l'immense succès rencontré par Jacques Chirac

⁷¹ AUDIGIER François, « Le gaullisme d'ordre des années 1968 », in *Vingtième siècle*, n° 116, 2012, p. 53-68.

⁷² TURPIN Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS 2015, p. 305.

⁷³ GEORGI Frank, « " Le pouvoir est dans la rue ". 30 mai 1968. " La manifestation gaulliste " des Champs-Élysées », in *Vingtième siècle*, n° 48, 1995, p. 46-60. Se reporter à la sous-partie suivante (« les positions divisées des "gaullistes d'ordre" face au chiraquisme : l'exemple des CDR ») pour en savoir plus.

⁷⁴ TABARD Guillaume, *La malédiction de la droite*, Paris, Perrin, 2019, p. 154.

⁷⁵ *Le Monde*, 5-6 décembre 1976 ; *Le Figaro*, 6 décembre 1976.

⁷⁶ ROUSSEL Éric, *Valéry Giscard d'Estaing, op. cit.*, p. 376.

⁷⁷ MULLER Bryan, « Les gaullistes et la violence militante en période électorale (1968-1981). Le cas de " l'anticentrisme " dans le Nord-Est », in POZZI Jérôme, EL GAMAL Jean (dir.), *Le Grand Est 1870-2019. Forces*

auprès des militants offre à ce dernier l'occasion de se faire élire triomphalement au poste de président du Rassemblement. Cette fois, il ne fait pas dans la dentelle et nomme ses plus proches collaborateurs aux postes et instances-clefs du parti⁷⁸. Désormais, la fidélité est récompensée au détriment de la conciliation. Les opposants à Chirac (Guichard, Boulin, Chaban-Delmas, Stirn, etc.) ne peuvent que se plaindre timidement ou se taire face à son immense popularité. Devenu par ses postures antimarxistes et antigiscardiennes le champion du gaullisme d'ordre, le président du RPR peut se lancer pleinement dans la campagne municipale de 1977⁷⁹.

Des gaullistes d'ordre divisés face aux manœuvres du « traître en politique » : l'exemple des CDR

Revenons un instant sur les gaullistes d'ordre. Très attachés à l'idée de fidélité gaulliste, entendue comme un lien affectif personnel avec le leader charismatique de la famille gaulliste et les valeurs fondamentales de la mouvance, les membres de la Confédération française du Travail (CFT, qui prend le sigle de CSL en 1977), de l'UNI, du SAC et des CDR digèrent mal la trahison chiraquienne d'avril-mai 1974. Toutefois, ces quatre organisations ne réagissent pas de la même façon durant et après les élections présidentielles. Alors que l'UNI s'était opposée à la candidature de Jacques Chaban-Delmas, dont elle désapprouvait le discours social, et éprouve de la sympathie pour Jacques Chirac⁸⁰, la CFT refuse de soutenir ouvertement Jacques Chaban-Delmas – malgré une adhésion réelle à son discours social – et préfère orienter son activité contre les « candidats marxistes⁸¹. » Elle se rallie à Valéry Giscard d'Estaing au second tour au nom de la défense des libertés. Connu pour son conservatisme, le SAC ne soutient guère Jacques Chaban-Delmas avec enthousiasme : il lui reproche plusieurs scandales et un discours trop orienté à gauche⁸². Bien qu'il éprouve des difficultés à apprécier le candidat officiel de l'UDR, il s'offusque devant « l'appel des 43 », acte de haute trahison qui l'écœure profondément.

et cultures politiques, Nancy, Presses Universitaires de Nancy - Éditions Universitaires de Lorraine, 2019, p. 255-270.

⁷⁸ COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 2010, p. 332.

⁷⁹ RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, p. 406.

⁸⁰ MOHRAZ Nasser, « L'UNI et les gaullistes (1968-1976) », in AUDIGIER François, LACHAISE Bernard, LAURENT Sébastien (dir.), *Les gaullistes... op. cit.*, p. 61-80, p. 67.

⁸¹ FAVRE Didier, *Ni rouges ni jaunes. De la CGSI à la CSL l'expérience du syndicalisme indépendant*, Crest, Midi moins le Quart, 1998, p. 200.

⁸² AUDIGIER François, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, p. 291.

De leur côté, les CDR se trouvent dans une situation délicate. Activement engagée derrière la candidature de Jacques Chaban-Delmas, leur base militante vit la défaite de ce dernier comme un désastre. Le ralliement opportuniste et spontané de la direction à Valéry Giscard d'Estaing pour « faire rempart au danger communiste » qu'incarnerait François Mitterrand ne permet pas de parer à la démoralisation des troupes⁸³. Pour éviter toute déperdition, les responsables nationaux se réunissent le 20 mai 1974 afin de déterminer la nouvelle ligne du mouvement. Or la défaite chabaniste, provoquée en partie par Jacques Chirac, et la victoire giscardienne entraînent des débats houleux⁸⁴. Les idées fusent et s'entrechoquent : former un nouveau mouvement qui puisse unir toutes les organisations gaullistes, réorienter les Comités pour en faire un groupement giscardisé, développer l'organisation dans le gaullisme social ou encore la dissoudre... Incapables de réformer le mouvement par leurs propres moyens, les responsables nationaux décident d'une réunion extraordinaire de l'ensemble des cadres CDR pour le 6 juin. Cette dernière se solde par la décision quasi-unanime de placer les Comités au sein de la nouvelle majorité présidentielle, d'exiger le renouvellement du personnel politique et de se restructurer pour devenir une force de proposition au sein de la majorité⁸⁵. D'abord divisés entre la tentation giscardienne – dont les réformes sociales entamées durant les six premiers mois du mandat de Giscard d'Estaing séduisent ses cadres – et le chiraquisme, les CDR finissent par rejoindre progressivement le nouveau Premier ministre. Ce ralliement ne se fait pas en un jour mais reste tout de même fulgurant. La prise de contrôle de l'UDR par Chirac suscite l'espoir d'assister à un renouveau du gaullisme⁸⁶. Les bulletins internes du mouvement soutiennent de plus en plus ouvertement Jacques Chirac, jusqu'à exprimer une joie et une admiration sincère pour l'ancien protégé de Georges Pompidou lors de sa démission du 25 août 1976⁸⁷. L'image de Jacques Chirac au sein du mouvement s'améliore au fil du temps. Les militants qui lui sont hostiles quittent peu à peu les Comités, réduisant les effectifs de l'organisation à ses seuls partisans.

Par ailleurs, il faut souligner l'importance de la mauvaise santé économique du mouvement dans ce ralliement. Durement touchés par de graves difficultés financières à partir de juin 1974,

⁸³ Archives nationales [AN], 569AP/159, *Déclaration d'Yves Lancien, secrétaire général des CDR*, 17 mai 1974.

⁸⁴ *Ibid.*, *Procès-verbal confidentiel de la réunion du comité national des CDR*, 20 mai 1974.

⁸⁵ *Ibid.*, *Compte-rendu de la réunion extraordinaire des délégués des CDR le 6 juin 1974 à Roissy-en-France*, 10 juin 1974.

⁸⁶ *Ibid.*, *Communiqué des CDR n° 27*, 17 décembre 1974.

⁸⁷ *Le Citoyen*, n° 8, novembre 1976, p. 5 ; *Déclaration d'Yves Lancien, secrétaire général du Rassemblement CDR*, 27 août 1976.

les CDR entrent dans une forme de léthargie qui les réduit à des activités de propagande limitées (publication d'articles et de communiqués dans la presse, édition parfois chaotique de leur bulletin *Citoyen* – rebaptisé *Le Citoyen* en décembre 1975)⁸⁸. Cette situation les pousse à se rapprocher progressivement du parti gaulliste. En échange d'un assujettissement croissant, ils reçoivent de l'UDR des financements mineurs mais cruciaux pour la survie de leur mouvement. Une fois le RPR fondé, ce dernier y est rapidement assimilé pour ne plus devenir qu'un organe de propagande en son sein⁸⁹. L'un des signes de cet arrimage au chiraquisme au détriment des valeurs passées des CDR est que les Comités n'hésitent pas à s'en prendre à des figures du chabanisme et des « gaullistes sociaux » hostiles à Jacques Chirac (à l'exception notable de Philippe Dechartre), alors qu'il s'agissait auparavant de personnalités très appréciées des militants. Par exemple, lors des élections municipales de 1977 à Paris, les CDR accusent Olivier Guichard d'avoir orchestré la division des gaullistes avec l'aide des libéraux en soutenant la candidature de Michel d'Ornano (et non celle de Jacques Chirac)⁹⁰. À partir de 1975, l'ensemble de la propagande des Comités est favorable à Jacques Chirac et à ses partisans, le futur maire de Paris étant même considéré comme seul apte à sauver la France des « socialo-communistes⁹¹. » L'absorption du mouvement en sursis par le RPR est achevée en décembre 1977, lorsque les Comités cessent définitivement de produire leur propre carte d'adhérent pour adopter celle du RPR, et rejoignent l'organigramme officiel de ce dernier en tant que structure de propagande⁹². Leur chiraquisation s'est révélée rapide et efficace, leurs militants ont majoritairement éprouvé un sentiment de trahison terrible qui les a poussés à quitter le mouvement au fur et à mesure que l'influence du RPR se faisait sentir⁹³.

⁸⁸ AN, 569AP/159, *Lettres d'Yves Lancien à Pierre Lefranc, 28 octobre 1975 et 6 décembre 1976.*

⁸⁹ De nombreux documents contenus dans les archives Lefranc éclairent ce processus d'assimilation rapide des CDR par le RPR (AN, 569AP/159).

⁹⁰ AN, 569AP/159, *Déclaration d'Yves Lancien, secrétaire général du CDR, 31 janvier 1977.*

⁹¹ *Le Citoyen*, n°5, avril 1976, p. 14 ; *Le Citoyen*, n°11, février-mars 1977, p. 13.

⁹² AN, 569AP/159, *Lettre d'Yves Lancien aux adhérents CDR, décembre 1977.*

⁹³ Les effectifs chutent drastiquement : de 14 000 en 1973, ils seraient descendus à 10 000 (chiffres revendiqués mais peu crédibles) en 1974 et 1975, à 2000 en 1976, puis à quelques centaines en 1977.

D'une trahison à l'autre : les oppositions internes au traître Chirac dans le cadre électoral (1977-1981)

Élu président du RPR par 96% des militants présents le 5 décembre 1976⁹⁴, Jacques Chirac n'est pas apprécié de tout le monde. Comme indiqué plus haut, plusieurs figures du gaullisme contestent – en vain – son autorité. Le jour même de son élection, Robert Boulin ne cache pas sa profonde désapprobation et aurait parlé de « véritable putsch⁹⁵. » Il n'est pas le seul puisqu'Olivier Guichard, Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré (sur un ton plus modéré), la *Tribune gaulliste* ou encore *l'Appel* désapprouvent les jours suivants la décision de créer le RPR⁹⁶. En journaliste politique avertie, Michèle Cotta relève lors des assises du 5 décembre 1976 la fuite de Michel Debré, « écœuré par tout ce déballage », et les invectives des militants à l'encontre d'Olivier Guichard, obligé de « se rallier sans conviction » à Chirac⁹⁷. Ces adversaires internes se joignent à l'opposition pour dénoncer d'une même voix un « homme pressé⁹⁸ » qui ne regarderait guère les moyens pour parvenir à ses fins, en opposition avec l'image idéalisée d'un gaullisme originel transcendant les ambitions et les clivages politiques. Pourtant, s'il privilégie ses partisans pour former la nouvelle ossature du parti, Jacques Chirac ne cherche pas à provoquer les nostalgiques du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Il tente de concilier projet modernisateur et héritage gaulliste. S'il déplace le siège historique de la rue de Lille à la Tour Montparnasse, nec plus ultra de l'architecture des années 1970, il adopte un sigle évoquant les temps glorieux du RPF (1947-1953) ainsi que les références à de Gaulle et Pompidou⁹⁹. Il comprend peu à peu qu'il lui est nécessaire de se ménager ses adversaires gaullistes s'il veut parvenir à diriger sans accroc la « maison gaulliste », bien qu'il faille attendre l'automne 1977 pour qu'il en saisisse pleinement le besoin¹⁰⁰.

Municipales et législatives de 1977-1978, victoire en trompe-œil salvatrice

Le salut vient avec les élections municipales de 1977. C'est le premier test électoral majeur de la présidence giscardienne, et la victoire inattendue de Chirac à la mairie de Paris – comme la

⁹⁴ *Le Figaro*, 6 décembre 1976.

⁹⁵ *Le Monde*, 5-6 décembre 1976.

⁹⁶ Plusieurs numéros du journal *Le Monde* reprennent les propos tenus par ces opposants.

⁹⁷ COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^e République. 1965-1977*, t. 1, Paris, Fayard, 2007, p. 788-789.

⁹⁸ *La Croix*, 6 décembre 1976 ; *L'Aurore*, 7 décembre 1976 ; *L'Humanité*, 8 décembre 1976.

⁹⁹ COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme, op. cit.*, p. 139.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 315.

résistance du RPR dans certaines communes menacées par l'union de la gauche – oblige les opposants internes à taire leurs désaccords. Olivier Guichard, adversaire acharné du tout nouveau maire de la capitale, doit même imposer à ses alliés giscardiens de cesser leurs attaques contre celui-ci au nom des « convenances politiques¹⁰¹. » Ce retournement n'est pas anodin et ne se fait pas sans accrocs. À l'origine, les opposants à Jacques Chirac – qu'ils soient membres du RPR, centristes ou libéraux – avaient prévu de proposer une candidature commune autour de Roger Frey¹⁰². Cet accord est des plus fragiles, la ville de Paris attise les convoitises des partis de la majorité, supposés alliés face aux « socialo-communistes », et le candidat d'union n'est guère populaire auprès des siens. En effet, les gaullistes sont très divisés sur sa candidature. Certains y voient une opération d'Olivier Guichard et de Raymond Barre pour amoindrir l'autorité du président du RPR. C'est le cas d'Yves Lancien, secrétaire général des CDR et membre du RPR, qui accuse le « comité Guichard » de servir les intérêts des Républicains indépendants, contraignant Jacques Chirac à se présenter pour la mairie de Paris afin de défendre l'« honneur et [la] solidarité¹⁰³ » du parti. D'autres estiment que Jacques Chirac n'est que le pantin de Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Le principal intéressé ne dissimule pas les pressions que lui a fait subir son entourage pour qu'il soit candidat à la mairie de Paris¹⁰⁴. Devant la candidature de Michel d'Ornano, des gaullistes comme Pierre Bas et Christian de la Malène envisageaient de se présenter à leur tour, ce qui ne pouvait que diviser et affaiblir le RPR. Par conséquent, il n'aurait eu d'autre choix que de céder à ses proches et de devenir le candidat officiel de son parti. Son choix est judicieux puisqu'il parvient à unir les cadres et militants du Rassemblement. Qu'ils l'apprécient ou non, la majorité des adhérents décide de soutenir vaille que vaille leur président pour défendre leur honneur et – peut-être plus encore – bloquer la voie aux partis signataires du programme commun de la gauche unie¹⁰⁵. Cette dernière raison est d'ailleurs celle que Chirac invoque publiquement pour motiver sa décision : « il convient maintenant d'affirmer clairement notre résolution et de faire en sorte que la capitale de la France ne coure pas le risque de tomber entre les mains des socialo-communistes¹⁰⁶. » La victoire à la mairie de Paris est intensément commentée et marque les

101 *Le Monde*, 22 mars 1977.

102 COMBEAU Yvan, NIVET Philippe, *Histoire politique de Paris au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2000, p. 273.

103 AN, 569AP/159, *Circulaire du 31 janvier 1977*.

104 CHIRAC Jacques, *Mémoires, op. cit.*, p. 230.

105 TURPIN Frédéric, Jacques *Foccart, op.cit.*, p. 306.

106 BOTHOREL Jean, *Le Pharaon. Histoire du septennat giscardien, 19 mai 1974-22 mars 1978*, Paris, Grasset, 1983, p. 245.

esprits ; elle donne aussi l'illusion d'un succès national néogaulliste. Or, Bernard Lachaise a démontré qu'il en allait tout autrement¹⁰⁷. Loin de connaître une « vague bleue », les municipales de 1977 sont marquées par une forte progression des socialistes et des communistes. Sur l'ensemble de la métropole, le RPR n'obtient que 7,1% des sièges de conseillers municipaux. Seuls 8% des communes de plus de 30 000 habitants élisent ou conservent un maire RPR, soit moitié moins qu'en 1971. À l'inverse, 73% des communes de plus de 30 000 habitants reviennent aux « socialo-communistes », dont treize mairies auparavant aux mains de la défunte UDR.

La résistance des mairies néogaullistes est donc une réalité à relativiser : la victoire de Jacques Chirac éclipse symboliquement dans les esprits les nombreux échecs subis ailleurs. C'est pourquoi, conscient de cette faiblesse, le RPR focalise son discours sur la prise de Paris et évite toute évocation de ses nombreuses défaites¹⁰⁸. Même la mairie de Paris reste une conquête difficile puisque les néogaullistes ont perdu des sièges de conseillers municipaux au profit des « socialo-communistes¹⁰⁹. » Jacques Chirac a donc besoin de réunir les cadres et militants RPR autour d'un discours plus conciliant que la simple exultation devant sa victoire de façade. Aussi, dans le but de se réconcilier avec ses rivaux, il réaffiche le portrait du général de Gaulle et la croix de Lorraine sur les tribunes du parti, qui se réinstalle dans son siège historique rue de Lille¹¹⁰. Très populaire auprès des vétérans, Michel Debré est autorisé à parler au nom du parti et associé dès octobre 1977 à la commission des investitures. La période est à l'union. Il faut dire que les législatives de mars 1978 suscitent toutes les appréhensions. Les sondages donnent le PS et le PCF gagnants à une majorité écrasante (les radicaux de gauche, qui n'obtiennent plus que 2% des suffrages exprimés en 1976-1977, sont les grands oubliés de l'Union de la gauche dès cette époque) et ce, même après la rupture du programme commun survenue en septembre 1977¹¹¹. Au sein du RPR, les divisions internes semblent avoir disparu, l'ensemble des adhérents étant déterminé à tout faire pour contredire les pronostics. La campagne électorale s'avère longue et éprouvante, mais Jacques Chirac s'y engage corps et âme : il prononce 416 discours, visite 453 villes dans 8 départements et tient 69 réunions

¹⁰⁷ LACHAISE Bernard, « Les gaullistes et les élections municipales de 1977. *La France n'est pas Paris...* », in BOISDRON Matthieu, CATALA Michel (dir.), *Les élections municipales de 1977*, Rennes, PUR, 2020, p. 103-118.

¹⁰⁸ Témoignage de Jacques Limouzy, 12 juillet 2018.

¹⁰⁹ *Le Monde*, 22 mars 1977.

¹¹⁰ COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme*, op. cit., p. 315.

¹¹¹ BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », in *Vingtième siècle*, n° 136, 2017, p. 115-129.

publiques¹¹². Les électeurs et les politiques sont frappés par une telle implication dans une campagne promise à l'échec par les sondages¹¹³. Au soir du 19 mars 1978, l'impensable se produit : la majorité l'emporte avec 154 députés RPR (contre 183 UDR en 1973) et 121 UDF (Union pour la démocratie française, mouvement giscardien formé en février 1978), soit 275 sièges sur 491¹¹⁴. Malgré la poursuite (ralentie) de son érosion – plus de 15% de pertes en voix en cinq ans aux législatives –, le RPR est satisfait de ses résultats. Il reste le principal parti de la majorité présidentielle, ce qui le rend toujours indispensable au président de la République. Pour prouver sa confiance pleine et entière en son autorité désormais incontestée, Jacques Chirac décide d'accorder davantage d'importance à Olivier Guichard et à Jacques Chaban-Delmas au sein des instances du parti¹¹⁵. Il publie également son premier livre, *La Lueur de l'espérance*, en novembre 1978¹¹⁶. Reprenant dans l'intitulé de l'ouvrage les derniers mots des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, il se présente comme l'héritier direct du fondateur de la V^e République. Le président du RPR présente ainsi son programme politique pour les futures élections présidentielles tout en se posant en seul représentant du (néo)gaullisme.

Elections européennes et déchirements présidentiels : fin des faux semblants et « contre-traîtrise » (1979-1981)

L'euphorie est de courte durée pour Jacques Chirac. Blessé dans un accident de la route le 24 novembre 1978, il est alité à l'hôpital Cochin. Alors que les élections européennes approchent à grand pas (juin 1979), ses conseillers Marie-France Garaud et Pierre Juillet le pressent pour qu'il signe un texte rédigé par le second¹¹⁷. Il finit par le faire. C'est ce qui est connu sous l'appellation d'« appel de Cochin » publié le 6 décembre 1978. Il s'agit d'un texte très conservateur, hostile à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel et à la politique européenne de Valéry Giscard d'Estaing¹¹⁸, d'une grande violence à l'égard de l'UDF et du président de la République accusés d'être un « parti de l'étranger » et de mener une

¹¹² CHIRAC Jacques, *Mémoires. Tome 1, op. cit.*, p. 240.

¹¹³ DENIS Nicolas, « Les élections législatives de mars 1978 en métropole », in *Revue française de science politique*, n° 28, 1978, p. 977-1005, p. 1004.

¹¹⁴ RICHARD Gilles, « L'UDF de 1978 à 1981 : une insertion réussie dans le système partisan français », in GUILLAUME Sylvie, RICHARD Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire de l'UDF. L'Union pour la démocratie française, 1978-2007*, Rennes, PUR, 2013, p. 13-25, p. 16.

¹¹⁵ CHABAN-DELMAS Jacques, *Mémoires pour demain...*, op. cit., p. 478.

¹¹⁶ CHIRAC Jacques, *La lueur de l'espérance. Réflexion du soir pour le matin*, Paris, La Table ronde, 1978.

¹¹⁷ GARAUD Marie-France, *La fête des fous...*, op. cit., p. 161.

¹¹⁸ *Le Monde*, 6 décembre 1978.

« politique antinationale. » Plusieurs chercheurs voient dans ce discours une référence à l'appel du 18 juin 1940 : par son appel, Jacques Chirac serait le général de Gaulle luttant contre le maréchal Pétain et Vichy, qui seraient (ré)incarnés par Valéry Giscard d'Estaing et son mouvement¹¹⁹. L'« appel de Cochin » divise profondément les gaullistes. Certains apprécient énormément ce discours musclé qui renoue avec le passé. C'est le cas de Michel Debré, Pierre Messmer, Jacques Vendroux, Pierre Bas et Jean Foyer mais aussi de cadets (Brice Hortefeux, Nicolas Sarkozy, etc.)¹²⁰. À l'inverse, d'autres adhérents le désapprouvent pour trois motifs différents : certains en réproouvent les positions, d'autres approuvent le fond mais pas la forme – jugée trop agressive –, d'autres encore approuvent le discours mais ne peuvent s'aligner, par pure opposition personnelle à Chirac¹²¹. Jérôme Pozzi classe ainsi Olivier Guichard, Robert Boulin et Jacques Chaban-Delmas dans le premier groupe, Alain Peyrefitte et Alexandre Sanguinetti dans le second, Jean Charbonnel, Edgar Faure, Jacques Debû-Bridel ou encore Michel Jobert dans le troisième. Chacun à sa manière, ces opposants provoquent une véritable cacophonie médiatique qui dessert la liste Défense des intérêts de la France en Europe (DIFE) menée conjointement par Jacques Chirac et Michel Debré. La campagne électorale qui s'en suit ne peut que nuire au RPR, une partie de ses membres ayant même rallié la liste pro-européenne de Simone Veil. L'échec cuisant pour le principal parti de l'Assemblée nationale – il finit en quatrième position, avec 16,31% des suffrages exprimés – est une occasion pour les opposants à Jacques Chirac de manifester leur hostilité à son égard. Cependant, ils sont bien conscients de son immense popularité auprès de la base militante. Aussi s'attaquent-ils au président du parti par le biais de sa campagne jugée trop agressive, de l'autoritarisme de la direction et de l'influence du tandem Marie-France Garaud-Pierre Juillet¹²². Jacques Chirac confie dans ses mémoires avoir été déçu par sa propre campagne et le ton de son appel. C'est pourquoi il décide d'écarter ses deux principaux conseillers pour satisfaire les frondeurs, non sans un certain opportunisme : il ne supportait plus leur contrôle sur lui et leur comportement « au sein du RPR [qui devenait] un facteur inquiétant de rivalités et de divisions¹²³. » Une manière pour lui de se dédouaner de ses échecs sur le dos de conseillers impopulaires et trop influents.

¹¹⁹ HAEGEL Florence, « Mémoire, héritage, filiation : dire le gaullisme et se dire gaulliste au RPR », in *Revue française de science politique*, n° 40, 1990, p. 875.

¹²⁰ *Le Monde*, 5 décembre 1978 et 1^{er} juin 1979 ; DEBRE Michel, *Trois Républiques pour une France*. Tome 5 : *Combattre toujours 1969-1993*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 176-177.

¹²¹ POZZI Jérôme, « La famille gaulliste et les élections européennes de juin 1979 », in *Les cahiers Irice*, n° 4, 2009, p. 104.

¹²² *Le Monde*, 12 et 15 juin 1979.

¹²³ CHIRAC Jacques, *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 249.

La période de flottement qui suit cet échec donne l'impression que les tensions internes se sont affaiblies. Or, encore une fois, il n'en est rien. La campagne présidentielle entraîne de nouvelles divisions au sein du RPR dès l'été 1980. Désireux de représenter le RPR et bien conscient que Jacques Chirac éprouve le même désir, Michel Debré décide de déclarer prématurément sa candidature aux élections présidentielles, dès l'été 1980, dans l'espoir de couper l'herbe sous le pied du président du Rassemblement¹²⁴. Devant le risque d'une multiplication des candidats qui ne pourrait qu'affaiblir le RPR, Jacques Chirac essaie à plusieurs reprises de convaincre Michel Debré de céder sa place, mais n'y parvient pas malgré le soutien de Jacques Foccart. Saisissant l'occasion, les opposants à Jacques Chirac forment un groupe autour de la candidature de Michel Debré¹²⁵. Il s'agit une nouvelle fois de barons du gaullisme – Olivier Guichard et Jacques Chaban-Delmas – mais aussi de gaullistes orthodoxes et de déçus comme Pierre Lefranc, Maurice Druon, Yves Guéna et Jean Foyer. Sous prétexte de soutenir le seul candidat capable de former un gouvernement de salut public et de résorber la crise économique, ces personnalités agissent avant tout dans l'espoir de nuire aux ambitions chiraquiennes. Même le gaulliste de gauche Gilbert Grandval, qui reprochait à Michel Debré son conservatisme, se rallie à lui par haine de Jacques Chirac, dont il ne pardonne toujours pas « l'appel des 43 » et la fondation du RPR : « Le bon grain gaulliste est prêt à germer et à se développer dans la jeunesse dès qu'il sera débarrassé de l'ivraie chiraquienne »¹²⁶. En agissant ainsi, ils réalisent d'une certaine façon une « contre-traîtrise » : ne pardonnant pas la rupture de 1974, ils orchestrent une vengeance à l'endroit du traître Jacques Chirac¹²⁷. De plus, les dix ministres RPR appellent quant à eux à soutenir Valéry Giscard d'Estaing au nom de la « solidarité gouvernementale¹²⁸. » De leur côté, plusieurs gaullistes de gauche, convaincus que le « jeune loup » est un libéral trop à droite de l'échiquier politique pour être gaulliste – allant jusqu'à l'accuser d'avoir provoqué la « giscardisation du mouvement gaulliste »¹²⁹ ! –, décident de soutenir François Mitterrand. Ils le jugent plus en phase avec les valeurs de démocratie sociale défendue par De Gaulle, se félicitent qu'il ait finalement accepté les institutions de la V^e République, et lui pardonnent son alliance passée avec le PCF (qui est brisée depuis trois

¹²⁴ *Le Monde*, 5 juillet 1980.

¹²⁵ MULLER Bryan, « Les candidats gaullistes à l'élection présidentielle de 1981 en Moselle », in *Les Cahiers lorrains*, n° 2, 2020, p. 72-81.

¹²⁶ AN, 9 DE/2, Lettre de Gilbert Grandval à Ninette Debré, 17 février 1981.

¹²⁷ SCHEHR Sébastien, « Sociologie de la trahison », *op. cit.*, p. 316.

¹²⁸ Témoignage de Jacques Limouzy, 12 juillet 2018.

¹²⁹ *Le Monde*, 26 novembre 1976.

ans)¹³⁰. Enfin, Marie-France Garaud se lance à son tour dans la campagne au nom du gaullisme (mais sans l'étiquette RPR) grâce au soutien discret des socialistes qui espèrent pouvoir affaiblir la candidature chiraquienne grâce à la multiplication des candidatures « gaullistes¹³¹. » Jacques Chirac se lance officiellement le 3 février dans une campagne dirigée par Charles Pasqua¹³². S'il ignore sciemment les dissidents de son parti pour s'attaquer avant tout au président de la République sortant et à François Mitterrand, il est en revanche la cible privilégiée des partisans de Michel Debré – ce dernier s'en prenant indistinctement à Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Marchais. S'ils sont donnés tous deux par les premiers sondages à 12%, l'écart se creuse progressivement entre Jacques Chirac et Michel Debré¹³³. Marie-France Garaud suscite quant à elle l'indifférence des électeurs selon les sondages d'intention de vote.

Après d'âpres combats, le verdict est sans appel. Michel Debré est humilié avec ses 1,66%. Un échec qui s'explique en grande partie par une communication politique démodée, bien qu'il aurait pu espérer obtenir un meilleur résultat en tant que « gaulliste historique » et ancien Premier ministre¹³⁴. Ses partisans sont décrédibilisés par ces résultats catastrophiques, ce qui permet à Jacques Chirac, qui réunit 18% de suffrages exprimés au premier tour, de s'imposer définitivement au sein du RPR comme le chef incontesté du néogaullisme. Certes, ses prises de positions ambiguës lors du second tour des élections présidentielles lui ont valu quelques critiques en interne. Par exemple, dans le documentaire qu'il lui consacre en 2006, Patrick Rotman estime que le manque d'enthousiasme dans ses déclarations publiques, les actions de Philippe Dechartre et Charles Pasqua, et l'activisme de plusieurs cadres et militants RPR, prouveraient que Chirac s'est secrètement allié à Mitterrand pour abattre Valéry Giscard d'Estaing afin de devenir la seule figure fédératrice de la droite¹³⁵. Le principal concerné conteste formellement la moindre alliance, bien qu'il reconnaisse qu'il aurait été approché par

¹³⁰ *Le Monde*, 20 mai 1981.

¹³¹ Nous mettons entre guillemet le terme car les trois candidats ne sont pas forcément au RPR (Garaud) et ne partagent pas les mêmes valeurs – au point de définir différemment le « gaullisme ». De plus, la candidature Garaud connaît peu d'échos au sein du RPR qui la voit davantage comme une technocrate conservatrice que comme une (néo)gaulliste. Pour les parrainages, se reporter à l'article de GROSIEUX Patrick, « Le " parrainage " des prétendants à l'élection présidentielle : simple formalité juridique ? », in *Revue française de droit constitutionnel*, n° 59, 2004, p. 567-594, p. 588.

¹³² DELPORTE Christian, *La France dans les yeux : Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007, p. 324.

¹³³ MULLER Bryan, « Les candidats gaullistes à l'élection présidentielle de 1981 en Moselle », *op. cit.*, p. 77-78.

¹³⁴ LACHAISE Bernard, « Michel Debré « petit candidat » en 1981 ? », in *Histoire Politique*, n° 44/2, 2021, <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/989>.

¹³⁵ ROTMAN Patrick, *Jacques Chirac...*, *op. cit.*

François Mitterrand dès octobre 1980 dans cette optique¹³⁶. Dans les faits, des instructions ont bien été données pour faire perdre Valéry Giscard d'Estaing au second tour afin de pouvoir libérer le RPR de l'autorité présidentielle et de le positionner comme principal parti d'opposition à Mitterrand¹³⁷. La campagne législative qui suit la dissolution de l'Assemblée nationale, décrétée par ce dernier, alors nouveau président de la République, est l'occasion pour Jacques Chirac de signer un pacte électoral avec Jean Lecanuet pour unir le RPR et l'UDF sous le sigle d'Union pour la Nouvelle Majorité (UNM)¹³⁸. Bien que les deux partis politiques subissent une défaite plus importante que prévue (88 députés RPR et 62 députés UDF), l'UNM permet aux néogaullistes de dominer l'opposition. Grâce à ces élections législatives anticipées, Jacques Chirac parvient un temps à s'imposer comme le chef de l'opposition de droite¹³⁹.

Conclusion – Jacques Chirac, traître réel ou supposé ?

Positionné entre héritage gaulliste et libéralisme politique, Jacques Chirac est parvenu à provoquer un passage du gaullisme de la droite bonapartiste à la droite libérale, déjà opéré par son électorat sous Pompidou. Comme l'explique à juste titre Jérôme Pozzi, Jacques Chirac, « de ce fait, a plus été l'artisan de la métamorphose du gaullisme que celui qui l'aurait sabordé¹⁴⁰. » Comme nous avons pu le voir, il est loin d'avoir fait l'unanimité au sein de sa famille politique. Perçu et décrié par certains comme un traître, celui-ci ne s'est pourtant jamais pensé comme tel. Cette image de traître qui lui est accolée par les barons du gaullisme est motivée par les choix opportunistes pris par le « jeune loup » en 1974. Cependant, cette accusation est devenue elle aussi une arme opportune pour ses rivaux. Certains membres de l'entourage chiraquien aux ambitions déçues n'hésitent pas à s'en servir pour l'attaquer en 1979 et 1981 alors même qu'ils en contestaient le terme auparavant (le cas d'Yves Guéna est emblématique). Il y a donc une constance chez les opposants gaullistes à Chirac tout au long du mandat giscardien (les gaullistes historiques et leurs soutiens), qui se voit agrémentée de quelques nouveaux noms (opportunistes) à la fin de la période étudiée. Par conséquent, maintes fois contesté au gré de l'actualité politique, Jacques Chirac a dû apprendre à se concilier, de façon parfois maladroite, mais souvent habile, ses adversaires politiques. Les nostalgiques d'un gaullisme révolu,

¹³⁶ CHIRAC Jacques, *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 280-283.

¹³⁷ MULLER Bryan, « Les candidats gaullistes à l'élection présidentielle de 1981 en Moselle », *op. cit.*, p. 78.

¹³⁸ *Le Monde*, 29 mai 1981.

¹³⁹ BERNARD Mathias, « L'opposition de droite après l'alternance de mai-juin 1981 », in *Histoire@Politique*, n° 28, 2016, p. 97-107 ; CHIRAC Jacques, *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 289.

¹⁴⁰ POZZI Jérôme, *Les mouvements gaullistes*, *op. cit.*, p. 315.

supposé vertueux, créent des troubles intérieurs mais ne parviennent pas à entacher une popularité écrasante auprès des militants dès la fondation du RPR en décembre 1976. Les opposants à la mainmise chiraquienne réalisent ce qu'ils espèrent être leur baroud d'honneur à travers la candidature dissidente de Michel Debré. Or, lors de l'élection présidentielle de 1981, l'échec cuisant de ce dernier, couplé au score honorable obtenu par le président du RPR (3^e place), les contraint à s'aligner derrière ce dernier, qui parvient à assoir définitivement son assise sur le Rassemblement et à devenir le champion de l'opposition libérale à la présidence Mitterrand¹⁴¹. Cela ne se fait pas facilement, le fonctionnement des deux organisations que sont l'UDF et le RPR étant très différent, leurs idéologies partiellement divergentes et leur inimitié persistante¹⁴². Les voix dissonantes au sein du RPR disparaissent pendant plusieurs années, avant de jaillir à nouveau lors de l'élection présidentielle de 1988 puis des déchirements de 1995. À travers la figure de Jacques Chirac, nous avons pu constater que le stigmate du « traître » était finalement tout relatif. Le « jeune loup » n'était pas le seul ambitieux au sein du mouvement gaulliste et il a su retourner, tant bien que mal, l'image négative que lui accolaient ses opposants. Comme l'explique le sociologue Sébastien Schehr, il s'est efforcé de retourner la situation en présentant sa décision de soutenir Valéry Giscard d'Estaing comme un bienfait pour l'avenir du mouvement (sa survie), et d'apparaître ainsi comme un « héros » auprès de ses partisans (ce « Eux » dénigré par le « Nous » trahi)¹⁴³. Ce processus est complexe et isole irrémédiablement le « traître » du groupe « trahi » (ici, Jacques Chaban-Delmas et ses partisans). Pourtant, Jacques Chirac parvient en moins d'une décennie à retourner la situation en sa faveur, preuve de la fragilité de l'accusation de trahison et du manque de constance qui peut exister derrière elle.

¹⁴¹ BERNARD Mathias, « L'opposition de droite après l'alternance de mai-juin 1981 », *op. cit.*

¹⁴² MASSART Alexis, « 1981-1988 : les difficultés des relations entre UDF et RPR », in GUILLAUME Sylvie, RICHARD Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire de l'UDF...*, *op. cit.*, p. 27-37.

¹⁴³ SCHEHR Sébastien, « Sociologie de la trahison », *op. cit.*, p. 322.

Références

Sources (manuscrites)

AN, 569AP/159 : Archives privées de Pierre Lefranc sur les activités des CDR – ensemble de procès-verbaux de réunions, de notes, de circulaires, de communiqués, de déclarations et de correspondance constitué par Pierre Lefranc entre janvier 1970 et avril 1980.

Sources (imprimées)

CHIRAC Jacques, *La lueur de l'espérance. Réflexion du soir pour le matin*, Paris, La Table ronde, 1978.

CHIRAC Jacques, *Mémoires. Chaque pas doit être un but*, t. 1, Paris, NIL, 2009.

CHABAN-DELMAS Jacques, *Mémoires pour demain*, Paris, Flammarion, 1997.

COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^e République. 1965-1977*, t. 1, Paris, Fayard, 2007.

DEBRE Michel, *Trois Républiques pour une France. Combattre toujours 1969-1993*, t. 5, Paris, Albin Michel, 1994.

FOCCART Jacques, *Journal de l'Élysée : la fin du gaullisme 1973-1974*, t. 5, Paris, Fayard, 2001.

GARAUD Marie-France, *La fête des fous qui a tué la V^e République*, Paris, Plon, 2006.

GUENA Yves, *Mémoires d'Outre-Gaulle*, Paris, Flammarion, 2010.

MESSMER Pierre, *Après tant de batailles...*, Paris, Albin Michel, 1992.

PASQUA Charles, *Ce que je sais. Les Atrides 1974-1988*, t. 1, Paris, Seuil, 2007.

ROLLAND Hector, *Souvenirs dérangeants d'un godillot indiscipliné*, Paris, Albin Michel, 1990.

Bibliographie

AUDIGIER François, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.

AUDIGIER François, *Génération Gaulliste. L'Union des Jeunes pour le Progrès, une école de formation politique (1965-1975)*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2005.

AUDIGIER François, « La présidentielle de 1974, les jeunes gaullistes de l'UJP victimes de la *Realpolitik* ? », in *Parlements*, n° 8, 2007, p. 69-84.

AUDIGIER François, « La chiraquisation de l'UDR : une remise en cause du modèle militant gaulliste », in RICHARD Gilles, SAINTCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 195-207.

AUDIGIER François, « Le gaullisme d'ordre des années 1968 », in *Vingtième siècle*, n° 116, 2012, p. 53-68.

AUDIGIER François, LACHAISE Bernard, LAURENT Sébastien (dir.), *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau monde, 2013.

AUDIGIER François, *Les Prétoriens du Général. Gaullisme et violence politique de 1947 à 1959*, Rennes, PUR, 2018.

BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », in *Vingtième siècle*, n° 136, 2017, p. 115-129.

BERNARD Mathias, « L'opposition de droite après l'alternance de mai-juin 1981 », in *Histoire@Politique*, n° 28, 2016, p. 97-107.

BERSTEIN Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2002.

BOTHOREL Jean, *Le Pharaon. Histoire du septennat giscardien, 19 mai 1974-22 mars 1978*, Paris, Grasset, 1983.

BOUCHARENC Lucien, CHARLOT Jean, « L'étude des transferts électoraux », in *Revue française de science politique*, n° 24, 1974, p. 1205-1217.

CHARLOT Jean, *Pourquoi Jacques Chirac ?*, Paris, Fallois, 1995.

COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, 1988, p. 29-40.

COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 2010.

COMBEAU Yvan, NIVET Philippe, *Histoire politique de Paris au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2000.

DELPORTE Christian, *La France dans les yeux : Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007.

DENIS Nicolas, « Les élections législatives de mars 1978 en métropole », in *Revue française de science politique*, n° 28, 1978, p. 977-1005.

FAVRE Didier, *Ni rouges ni jaunes. De la CGSI à la CSL l'expérience du syndicalisme indépendant*, Crest, Midi moins le Quart, 1998.

FLEURDORGE Denis, « Naissance d'une tradition funéraire présidentielle. Mourir sous la V^e République », in *L'esprit du temps*, n° 113, 2008, p. 111-125.

GEORGI Frank, « " Le pouvoir est dans la rue ". 30 mai 1968. " La manifestation gaulliste " des Champs-Élysées », in *Vingtième siècle*, n° 48, 1995, p. 46-60.

GROSIEUX Patrick, « Le " parrainage " des prétendants à l'élection présidentielle : simple formalité juridique ? », in *Revue française de droit constitutionnel*, n° 59, 2004, p. 567-594.

HAEGEL Florence, « Mémoire, héritage, filiation. Dire le gaullisme et se dire gaulliste au RPR », in *Revue française de science politique*, n° 40, 1990, p. 864-879.

JAFFRE Jérôme, « L'échec de Jacques Chaban-Delmas à l'élection présidentielle de 1974 », in LACHAISE Bernard, LE BEGUEC Gilles, SIRINELLI Jean-François, *Jacques Chaban-Delmas en politique*, Rennes, PUR, 2007, p. 313-335.

LACHAISE Bernard, « Les gaullistes et les élections municipales de 1977. *La France n'est pas Paris...* », in BOISDRON Matthieu, CATALA Michel (dir.), *Les élections municipales de 1977*, Rennes, PUR, 2020, p. 103-118.

LACHAISE Bernard, « Michel Debré « petit candidat » en 1981 ? », in *Histoire Politique*, n° 44/2, 2021, <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/989>.

LE BOS Yves-Edouard, « Les juristes peuvent-ils trahir ? Réflexion à partir de la trahison des clercs de Julien Benda », in *Droit et Cultures*, n° 74, 2017, p. 179-196.

LEGAVRE Jean-Baptiste, « La " bataille des comités de soutien " ou la droite en campagne », in *Revue française de science politique*, n° 40, 1990, p. 793-809.

MADÉLIN Philippe, *Jacques Chirac. Une biographie*, Paris, Flammarion, 2002.

MASSART Alexis, « 1981-1988 : les difficultés des relations entre UDF et RPR », in GUILLAUME Sylvie, RICHARD Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire de l'UDF. L'Union pour la démocratie française, 1978-2007*, Rennes, PUR, 2013, p. 27-37.

MAUS Didier, « Les rapports de Valéry Giscard d'Estaing avec ses gouvernements (1974-1981) », in BERSTEIN Serge, REMOND René, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques 1974-1978*, Paris, Fayard, 2003, p. 113-135.

MEYER Julie, « Trahison(s) », in *Droit et Cultures*, n° 74, 2017, p. 9-13.

- MULLER Bryan, « Les candidats gaullistes à l'élection présidentielle de 1981 en Moselle », in *Les Cahiers lorrains*, n° 2, 2020, p. 72-81.
- OZOUF Jacques, « L'élection présidentielle de mai 1974 », in *Esprit*, n° 437, 1974, p. 14-37.
- POZZI Enrico, « Le paradigme du traître », in SCARFONE Dominique (dir.), *De la trahison*, Paris, PUF, 1999, p. 1-33.
- POZZI Jérôme, « L'appel des 43 et le mouvement gaulliste : manœuvre politique, relève générationnelle et fronde des " godillots " », in *Parlement[s]*, n° 7, 2007, p. 109-120.
- POZZI Jérôme, « La famille gaulliste et les élections européennes de juin 1979 », in *Les cahiers Irice*, n° 4, 2009, p. 101-112.
- POZZI Jérôme, *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Rennes, PUR, 2011.
- POZZI Jérôme, EL GAMAL Jean (dir.), *Le Grand Est 1870-2019. Forces et cultures politiques*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy – Éd. Universitaires de Lorraine, 2019.
- RICHARD Gilles, « L'UDF de 1978 à 1981 : une insertion réussie dans le système partisan français », in GUILLAUME Sylvie, RICHARD Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire de l'UDF. L'Union pour la démocratie française, 1978-2007*, Rennes, PUR, 2013, p. 13-25.
- RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017.
- ROUSSEL Éric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, L'Observatoire, 2018.
- SCHEHR Sébastien, « Sociologie de la trahison », in *Cahiers internationaux de sociologie*, n°123, 2007, p. 313-323.
- SCHEHR Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg international, 2018.
- TABARD Guillaume, *La malédiction de la droite*, Paris, Perrin, 2019.
- TURPIN Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS, 2015.
- TURPIN Frédéric, *Pierre Messmer. Le dernier gaulliste*, Paris, Perrin, 2020.
- WAHL Alfred, « L'ascension politique d'André Bord au sein du RPF du Bas-Rhin (1946-1958) », in AUDIGIER François, SCHWINDT Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, PUR, 2009, p. 245-255.